

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. X.

No. 42.

Prix du numéro, 7 centimes.—Annonces, la ligne, 10 centimes.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 16 OCTOBRE 1879

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est publiée par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND-DESBARATS, à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMIE pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de *L'Opinion Publique*, Montréal."

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

SOMMAIRE

Chez nos voisins, par A. Gélinas.—Ça et là, par L.-O. David.—L'abstention dans les élections, par A. Gélinas.—M. Bibaud et la langue française, par Jules Airvaux.—Nos gravures.—La guerre de 1870-71 et ses conséquences en Europe.—Les Canadiens de l'Ouest, par Pascal Poirier.—Un conseil sur le duel, par Gaston-P. Labat.—L'apôtre du divorce.—Variétés.—Poésie : Si je n'étais une âme, par Petit-Baptiste.—La muette qui parle, par F. du Boisgobey (suite).—La révolution espagnole de 1868.—Assassinat de l'abbé Loublé, curé de Ver, en France.—Choses et autres.—Conseils utiles.—Le jeu de dames.—Les échecs.—Prix du marché de détail de Montréal.

GRAVURES : Récolte en temps de pluie : nouvel machine de M. Gibb ; Ottawa : "La promenade des amoureux" ; Exposition d'Ottawa : Produits de Manitoba ; Salle Manitoba ; Réception du gén. Grant à San Francisco ; Souvenir de Venise.

NOTRE PRIME

Notre magnifique prime est maintenant prête à être livrée à ceux qui y ont droit. C'est une grande et belle gravure représentant le bonheur domestique, ou Monsieur, Madame et Bébé, comme disait Gustave Droz ; sujet simple et vieux, mais toujours beau, surtout lorsqu'il inspire un véritable artiste.

C'est un tableau où le bonheur domestique apparaît sous des couleurs si charmantes, qu'il va opérer une véritable révolution parmi les malheureux qui n'ont pas eu le courage encore de contracter mariage. Les vieux garçons ne pourront pas le contempler sans prendre la résolution de laisser les froides régions du célibat où ils cherchent vainement le bonheur.

Que de gens, de filles surtout, intéressés à répandre cette gravure en augmentant le nombre de nos abonnés ! Vraiment, on devrait s'associer, s'organiser comme pour la colonisation ou la propagation de la foi, afin de faire pénétrer partout notre journal avec sa prime salutaire. Nos abonnés, dans tous les cas, s'empresseront de payer ce qu'ils doivent dans le but de satisfaire à un devoir et d'obtenir une si belle gravure, dont la vue domptera les maris les plus fougueux et calmera les femmes les plus acariâtres.

Auront droit à cette prime tous les abonnés actuels dont l'abonnement sera payé jusqu'au 1er janvier 1880, et les nouveaux abonnés qui paieront six mois d'avance.

CHEZ NOS VOISINS

Tout le monde sait que les Américains sont passés maîtres dans l'art de la corruption administrative. Personne ne leur conteste la gloire d'avoir porté cet art à sa dernière perfection. Mais, ce qu'on ignore absolument, en dehors de leur pays, c'est le cynisme avec lequel ils pratiquent ce genre dégradant qui remplace le favoritisme dans les démocraties.

La vénalité, l'emploi des influences mauvaises, l'achat des places et des faveurs, forment partie de leur système politique, au vu et su de tous. Le sens moral du public est blasé là-dessus ; on ne fait même pas attention à des actes constamment répétés, et qui n'ont plus le don d'étonner. C'est à ce point que les chercheurs de places ne craignent pas, pour faire leurs offres, de se servir de l'organe des journaux, plus spécialement des journaux de la capitale. Ceux-ci, de leur côté, ne se font aucun scrupule d'insérer dans leurs colonnes les suppliques éhontées de ces enchérisseurs sans vergogne.

Un seul exemple suffira pour montrer jusqu'où nos voisins poussent l'impudeur en ce genre. Dans un des derniers numéros du *National Republican*, de Washington, nous voyons pas moins de six demandes d'emplois dans les bureaux publics faites sous cette forme, c'est-à-dire accompagnées d'arrhes. D'abord, c'est un monsieur qui s'engage à payer \$15 par mois, pendant tout le temps qu'il sera en fonctions, à la personne qui lui fera avoir une place de messenger ou de gardien, dans un ministère quelconque. Puis un second qui demande un emploi, n'importe où, mais de préférence dans les bureaux du gouvernement, à charge de donner au protecteur qui la lui procurera un excellent pourcentage sur son salaire. Un autre, qui se donne pour un commis de premier choix, offre la moitié de ses appointements pendant six mois. Le plus osé de tous, un M. Stuart Hamilton, qui donne son adresse en toutes lettres, propose carrément et simplement une somme de \$600, argent comptant, pour prix d'une situation dans une administration publique. Vient ensuite une dame qui promet 40 par cent sur ses appointements, et un autre solliciteur qui se contente d'offrir un mois de son salaire.

Ces faits se renouvellent chaque jour, et tout cet étalage officiel de corruption ne soulève pas une seule protestation, n'excite pas même la surprise. On y est habitué, on trouve cela naturel, et on n'y aperçoit rien de blessant pour les mœurs du pays, qui sont raisonnablement faisandées.

Il est vrai que ce mode des offres publiques n'est en usage que pour les solliciteurs obscurs ; néanmoins, les hautes fonctions de l'État, pour n'être pas mises à l'enchère dans la presse, n'en sont pas moins notoirement à vendre pour cela. Ainsi, c'est un fait connu, par exemple, que l'élection du président Hayes a été bel et bien escamotée lors de la comédie de la commission des Quinze, et que M. Tilden aurait pu l'emporter à la place de son concurrent, si ses amis eussent offert un prix plus élevé.

La République américaine a bien marché depuis Washington. Elle ne se rapproche plus guère de l'idéal de Platon. Elle ressemble plutôt à la Rome cicéronienne. Fort justement, le général Grant,

qui a contribué puissamment à la mettre en cet état, arrive à point pour couronner son œuvre par l'établissement d'une dictature césarienne que ces Américains de la décadence se laisseront imposer sans trop de résistance, si seulement il y met le prix.

A. GÉLINAS.

ÇA ET LÀ

M. Fabre dit dans une correspondance qu'il envoie de Paris à *l'Événement*, qu'il n'y a pas un peuple qui amuse autant les enfants que les Français, et qu'il n'y a pas un peuple non plus qui s'amuse autant en enfants.

Les journaux libéraux ont publié, la semaine dernière, un discours prononcé par l'hon. juge-en-chef Dorion, lors des débats sur la Confédération, discours dans lequel il prédisait l'intervention du gouvernement fédéral dans les affaires locales, et des conflits sérieux entre le Conseil législatif et l'Assemblée législative.

En Angleterre, aux États-Unis, a-t-on besoin d'argent pour une œuvre d'intérêt public, c'est au public qu'on s'adresse. On invoque l'initiative individuelle, on a recours à toutes les formes de souscription : dons en espèces, dons en nature, confidences, représentations théâtrales, bals, concerts, expositions, loteries, ventes mondaines, ventes publiques, etc. En cela, nous devrions être yankees.

Dire ce qu'il y a de contradictions, de revirements d'opinions dans la presse politique en ce moment, est chose impossible. On passe du noir au blanc et du blanc au noir avec une hardiesse et une agilité merveilleuse. Tout est permis, possible, moral, constitutionnel et praticable dans l'intérêt du parti. Quand on voit cela d'un peu loin et d'un peu haut, on ne peut s'empêcher d'être douloureusement affecté, et de demander où on va. Que de talent, d'ardeur et de travail perdus pour la patrie ! Que de dangers et d'écueils on lui prépare pour l'avenir !

Pendant que tout remue, s'agite et prospère autour de nous, nous végétons et nous nous déchirons. Allons-nous devenir l'Irlande de l'Amérique ?

Nous avons reçu de Québec une brochure politique contenant des notes et précédents relatifs à la crise politique de Québec. L'auteur, qui est, dit-on, M. Dancesseau, de la *Minerve*, cherche à établir les propositions suivantes :

- 1o. Le Conseil législatif ne peut pas refuser les subsides ;
- 2o. Le vote adverse du Conseil met le gouvernement dans l'obligation ou de résigner ou de régler ce désaccord ;
- 3o. Le gouvernement ne peut administrer sans subsides ;
- 4o. Le gouvernement ne peut emprunter pour suppléer aux subsides ;
- 5o. Le lieutenant-gouverneur ne peut autoriser des dépenses sans le vote des subsides ;
- 6o. Le lieutenant-gouverneur aurait dû

être consulté sur l'ajournement de l'Assemblée législative ;

7o. Le lieutenant-gouverneur n'a pu sanctionner les bills après l'ajournement de la Chambre ;

8o. Le lieutenant-gouverneur ne peut constitutionnellement accorder à M. Joly la dissolution des Chambres.

Parmi les Canadiens-français qui se sont distingués à la grande exposition tenue à Ottawa, nous devons mentionner notre grand manufacturier de meubles, M. I.-A.-I. Craig, et MM. N. et A.-C. Larivière dont les voitures ont obtenu plusieurs prix. À l'exception de M. Hudon, représentant la manufacture de coton de Montréal, ce sont, croyons-nous, les seuls noms français qu'on trouve dans la liete de ceux qui ont obtenu des prix, et c'étaient à peu près les seuls exposants de la province de Québec.

Hélas !

Que nous comptons pour peu de chose dans toutes ces grandes manifestations de progrès industriel et agricole ! Le sentiment qu'on éprouve dans ces circonstances est le même qui afflige tout Canadien-français parcourant Montréal et faisant la comparaison entre les quartiers anglais et les faubourgs canadiens. Combien trouve-t-on de maisons canadiennes-françaises dans cette zone considérable qui s'étend depuis la Place d'Armes, entre les rues Craig, Saint-Antoine et le fleuve jusqu'à la Côte Saint-Paul et la Pointe Saint-Charles, dans cette fourmillière remplie de banques, de magasins, de manufactures, de moulins, de bureaux d'assurance, de change, etc. Combien trouve-t-on de nos compatriotes dans ces riches quartiers couverts de résidences princières qui entourent la montagne et embrassent les rues Sherbrooke, Dorchester, Sainte-Catherine, et une foule de magnifiques avenues, la plus belle partie de la ville, celle que l'étranger visite et admire. Ne mentionnons pas de chiffres, c'est trop triste pour notre amour propre national.

L.-O. DAVID.

L'ABSTENTION DANS LES ÉLECTIONS

La dernière élection de Bordeaux, qui s'est terminée par la défaite du fameux Blanqui, a été remarquable par le nombre exceptionnel d'abstentions que l'on a constatées au scrutin. Le chiffre des personnes qui ont voté forme tout au plus un quart du chiffre des électeurs inscrits. C'est une proportion extraordinaire, et le fait a causé quelque émotion. Les journaux l'ont commenté longuement.

Le système des abstentions est en grande faveur en France, et il a fait parfaitement jusqu'ici les affaires des républicains. Le parti conservateur fournit à lui seul le contingent des abstentionnistes.

Dans le cas de Bordeaux, les radicaux seuls ont pris part à l'élection, et ils ont partagé leurs suffrages presque également entre les citoyens Blanqui et Achard, tous deux appartenant avec une légère variante aux nuances les plus foncées. Le reste des votants, qui forment les trois quarts du collège électoral, et qui appartiennent presque exclusivement à l'élément conservateur et modéré, n'ont pas été aux polls. Il en résulte que le nouvel élu ne repré-